

Synthèse de l'édition 2024 du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre

L'édition du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre accompagnant le Projet de Loi de Finances (PLF) 2024 s'inscrit dans un contexte marqué par la succession de crises multidimensionnelles -sanitaire, géopolitique et climatique-, mettant à l'épreuve la résilience des économies mondiales. Ces crises risquent d'exacerber les inégalités entre les femmes et les hommes partout dans le monde y compris au Maroc. Ce contexte interpelle la consolidation de l'intégration systématique, effective et concrète de la dimension genre dans les politiques publiques qui constitue la condition sine qua non pour arpenter la voie de l'effectivité de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Discours Royal du 23^{ème} anniversaire de la Fête du Trône, met en évidence cette nécessité d'intensifier les politiques concrètes en faveur de l'égalité entre les sexes, impliquant activement toutes les forces vives du pays. Cet impératif est également préconisé par les recommandations du Rapport sur le Nouveau Modèle de Développement ainsi que par les orientations des circulaires du chef du Gouvernement, appelant à renforcer l'engagement collectif et proactif des départements ministériels, en ancrant les objectifs en faveur de la réduction des inégalités de genre dans leur programmation et budgétisation.

La BSG, à travers les mécanismes qu'elle requière pour une intégration systématique de la perspective de genre dans les pratiques de programmation et de budgétisation de l'action publique, répond à cet impératif. Dans ce sens, il est gratifiant de constater que l'expérience marocaine en matière d'application de la BSG s'aligne parfaitement sur les 7 leviers d'actions identifiés par l'OCDE, en 2023, comme étant des prérequis qui conditionnent la consolidation de l'efficacité et de l'efficience des politiques publiques visant la réduction des inégalités de genre.

Pour cerner les contours d'une démarche BSG à la hauteur des enjeux cruciaux dictés par un contexte mondial complexe et incertain, l'édition 2024 du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre a mis en exergue les principaux constats découlant de l'analyse de la contribution du développement de l'éducation préscolaire à la promotion de l'égalité des sexes, en particulier, à l'autonomisation économique des femmes. Elle s'est, également, attelée sur l'examen des efforts consentis par les départements ministériels au service de l'application et de l'appropriation d'une programmation budgétaire intégrant la dimension genre.

1. Le développement du préscolaire : un gisement d'opportunités en matière de renforcement de l'autonomisation des femmes et de réduction des inégalités de genre

En favorisant la valorisation du capital humain, la promotion de l'égalité de genre, l'accroissement de la mobilité sociale et l'optimisation de la productivité des travailleuses et travailleurs assumant des responsabilités familiales, le développement du préscolaire devient un pilier fondamental pour la réalisation d'une croissance durable et inclusive. Partant de cette réalité, l'édition 2024 du RBG s'est attelée à analyser les potentialités liées au développement du préscolaire, en termes de création d'emplois, notamment, féminins. Ces analyses ont pris appui sur l'outil stratégique¹ du programme Commun de l'ONU-femmes et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) intitulé « Favoriser l'emploi décent

¹ Guide des Investissements Publics dans l'Economie des Soins à Autrui Outil de Soutien Politique pour Estimer les déficits, les coûts d'investissement et les retombées économiques liés au Secteur de Soins à autrui, ONU Femmes /OIT, Mars 2021.

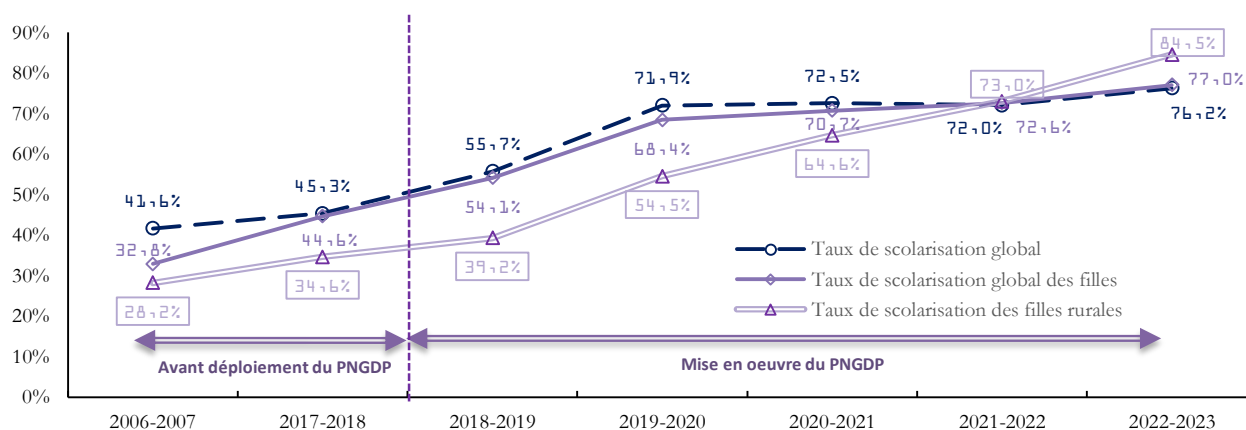
pour les femmes grâce à des politiques inclusives et aux investissements dans l'économie des soins à autrui » qui intègre le Maroc comme pays bénéficiaire.

L'application de cet outil pour le cas du Maroc a permis de quantifier l'écart entre l'offre réelle des services du préscolaire à l'échelle nationale et la demande potentielle estimée à partir de cibles prédéfinies. Cette étape a rendu possible l'estimation, moyennant un modèle input-output, des gains potentiels, en termes de création d'emploi y compris féminins, qui pourraient être générés par la généralisation du préscolaire au Maroc.

1.1. États des lieux du préscolaire au Maroc

En réponse aux Orientations Royales et aux engagements pris dans le cadre du quatrième Objectif de Développement Durable, le Maroc a lancé, en 2018, le Programme National de Généralisation et de Développement du Préscolaire (PNGDP). Ce programme a pour objectifs la généralisation de l'accès au préscolaire à l'horizon 2027-2028 pour les enfants âgés de 4 à 5 ans, l'amélioration de la qualité de l'enseignement préscolaire, la mise à niveau du préscolaire actuel, la formation initiale et continue des éducatrices et éducateurs et la discrimination positive au profit des zones rurales et périurbaines. Dans ce sillage, il est à noter que la nouvelle feuille de route de la réforme du système éducatif national au titre de la période 2022-2026 est fondée sur 12 engagements dont le premier est relatif à la généralisation d'un préscolaire de qualité pour préparer les petits enfants à l'enseignement primaire, ce qui ne peut qu'appuyer les engagements pris dans le cadre du PNGDP.

En effet, l'entrée en vigueur du PNGDP à partir de l'année 2018 a contribué significativement à l'accroissement du taux de préscolarisation, comme en témoigne l'analyse de son évolution au Maroc qui fait état d'une progression remarquable passant de 42% en 2006-2007 et 45% en 2017-2018 à 76,2% durant l'année scolaire 2022-2023. Cette accélération a touché autant le milieu urbain que rural et les filles au même titre que les garçons. Ainsi, le taux global de préscolarisation des petites filles est passé de 33% durant l'année scolaire 2006-2007 à 77% au titre de l'année scolaire 2022-2023. Le taux de préscolarisation des petites filles rurales s'est, à son tour, considérablement accru, en enregistrant un taux qui se situe à 84,5% au cours de l'année scolaire 2022-2023 contre 28,2% durant l'année scolaire 2006-2007. Ce net rebond s'est accompagné d'une reconfiguration des structures qui forment l'offre du préscolaire au Maroc.

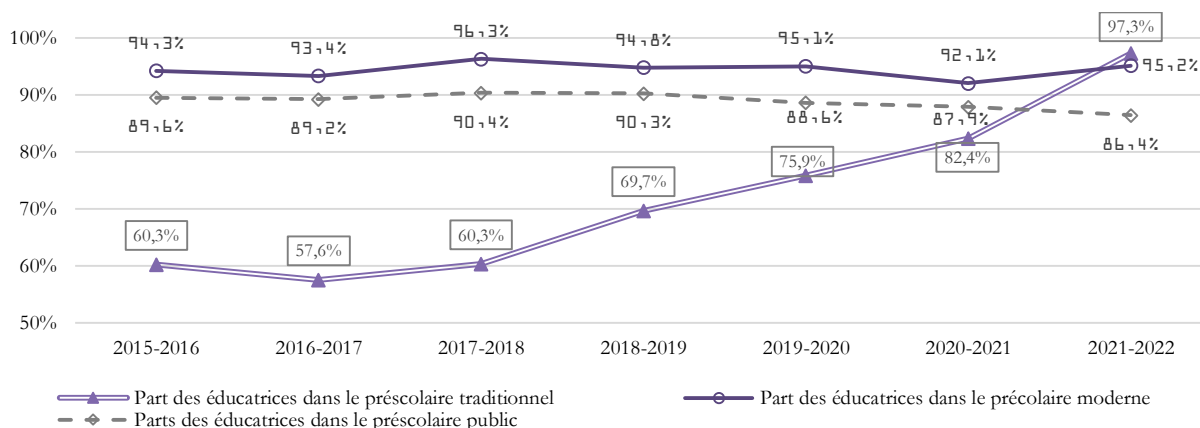


Source : Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports

Graphique 1 : Evolution du taux de préscolarisation par sexe et par milieu

Il est à noter, à cet égard, que la part des enfants accueillis par les structures du préscolaire traditionnel a accusé un repli de 63% depuis l'opérationnalisation du PNGDP et ce, au profit des structures du préscolaire moderne et public. L'analyse sous le prisme genre des enfants accueillis par structure du préscolaire durant l'année scolaire 2021-2022 fait état d'une part moyenne des filles qui avoisine 50% dans les différentes structures du préscolaire sur presque l'ensemble des régions du pays.

Force est de constater que le corps des enseignant.e.s du préscolaire est fortement dominé par les enseignantes. Ces dernières représentent respectivement 86%, 95% et 97% du total des enseignants du préscolaire public, moderne et traditionnel au titre de l'année scolaire 2021-2022.



Source : Ministère de l'Education Nationale, du Préscolaire et des Sports

Graphique 2 : Part des enseignantes dans le total du corps enseignant du Préscolaire

1.2. Développement du Préscolaire au Maroc : Qu'en est-il de sa contribution à la réduction des inégalités de genre ?

Partant de l'état des lieux de la caractérisation et de l'évolution de l'accès au préscolaire au Maroc, l'édition 2024 du RBG s'est attelée à appliquer, pour le cas du Maroc, l'outil stratégique du programme conjoint de l'ONU-Femmes et de l'OIIT. Cet outil permet la quantification de l'écart entre l'offre réelle des services du préscolaire à l'échelle nationale et la demande potentielle et d'estimer, moyennant un modèle input-output, les gains économiques potentiels en matière de création d'emplois y compris féminins et de réduction des inégalités de genre.

Ces exercices d'estimation d'écarts et de simulation se sont basés sur un scénario dit de couverture qui reproduit les tendances récentes de l'accès au préscolaire et prend comme référence les cibles du PNGDP qui ambitionne d'atteindre un taux de préscolarisation de 100% à l'horizon 2027-2028 pour les enfants âgés de 4 à 5 ans. Il en ressort que la capacité totale requise pour atteindre les cibles du PNGDP en termes de généralisation de la préscolarisation des petits enfants âgés de 4 ans à 5 ans, est de 1,3 million d'enfant. De fait, la capacité additionnelle nécessaire, qui correspond à l'écart entre le nombre potentiel d'enfants à préscolariser et le nombre d'élèves déjà inscrits, serait de 550.331 élèves.

Dans le même esprit, la quantification des gains socio-économiques qui pourraient être engendrés par l'atteinte des cibles du PNGDP a révélé que la généralisation du préscolaire pour les enfants âgés de 4 à 5 ans permettrait la création de 51.903 nouveaux emplois. Il est à noter, à cet égard, qu'environ 71% de ces emplois créés (soit 36.832 emplois) sont des emplois directs. L'analyse sous le prisme genre de ces emplois fait état de la création de 46.713 emplois au profit des femmes et de 5.190 emplois pour les hommes.

En outre, il est important de souligner que l'atteinte des cibles du PNGDP permettrait de générer non seulement plus d'emploi pour les femmes, mais également de renforcer l'accès des femmes à l'emploi décent. De plus, le développement du préscolaire pourrait, également, entraîner des effets positifs sur l'offre de main-d'œuvre féminine, à travers l'allègement du temps consacré aux travaux de soins non rémunérés, ce qui est en mesure de favoriser l'accroissement de la participation des femmes à la population active.

Ce faisant, le développement du préscolaire à l'échelle nationale, tenant compte de l'intensité des emplois directs et indirects y compris féminins qu'il pourrait générer et des revenus qu'il pourrait potentiellement valoriser, constitue un levier d'action favorisant la consolidation de l'autonomisation économique des femmes, la réduction des inégalités de genre et la valorisation du capital humain.

2. Quelles avancées en matière d'application et d'appropriation de la BSG par les départements ministériels ?

L'OCDE a mené, en 2023, une étude² visant à examiner les pratiques de plusieurs de ses pays membres en matière d'application de la BSG³. Par le biais des résultats découlant de cet examen, l'OCDE a mis la lumière sur 7 leviers d'actions dont la contribution à la pertinence de l'application de la BSG a été jugée significative. Il est gratifiant de constater que l'expérience marocaine en matière d'application de la BSG s'aligne parfaitement sur ces 7 leviers d'actions, comme l'atteste le tableau qui suit :

<i>Prérequis préconisés par l'OCDE</i>	<i>Contenu du Prérequis</i>	<i>Application et implication pour le cas du Maroc</i>
Renforcement du lien entre la budgétisation et les principaux objectifs en matière d'égalité des genres	La BSG devrait reposer sur des objectifs nationaux d'égalité de genre recensant les domaines essentiels sur lesquels les efforts de toute l'administration publique doivent se concentrer	<input checked="" type="checkbox"/> L'alignement de l'application de la BSG sur les objectifs du PGE I, II et III.
Consolidation de la pérennité de la BSG	Il est essentiel de doter la BSG d'assises juridiques et d'outils et structures claires en mesure de la rendre durable à long terme et d'en faire une composante essentielle des travaux de l'administration	<input checked="" type="checkbox"/> Institutionnalisation de la BSG à travers la LOF de 2015 (articles 39 et 48).
Incorporation de la BSG à un cadre budgétaire global en termes organisationnel et fonctionnel	La BSG devrait s'ancrer parfaitement à l'approche budgétaire générale. Aussi, il est préconisé que le pilotage de la BSG soit confiée à l'autorité en charge du budget, étant donné qu'elle détient l'expertise requise pour prendre des décisions budgétaires pertinentes.	<input checked="" type="checkbox"/> Prise en compte de la dimension, à travers la LOF de 2015, dans les pratiques de programmation et de budgétisation des départements ministériels. <input checked="" type="checkbox"/> Pilotage de la BSG par le CE-BSG qui relève de la Direction du Budget/MEF.
Intégration des outils de la BSG à toutes les étapes du cycle budgétaire	Il s'agit d'intégrer les questions liées à l'égalité des sexes à chaque étape du processus budgétaire (de la phase de planification budgétaire, à l'établissement du budget et la présentation du projet de Loi de Finances)	<input checked="" type="checkbox"/> Diffusion à l'occasion de la préparation de la programmation budgétaire triennale de circulaires du Chef du Gouvernement spécifiant les points d'ancrage de la dimension genre dans la programmation budgétaire assortie d'objectifs et d'indicateurs de performance
Renforcement du recours aux données et aux analyses intégrant la dimension genre	La bonne mise en œuvre de la BSG repose sur la réalisation de diagnostic des inégalités de genre et d'analyse d'impact genre qui dépendent, à leur tour, de la disponibilité des données sensibles au genre.	<input checked="" type="checkbox"/> Elaboration des analyses genre sectorielles par plusieurs départements ministériels avec l'appui du CE-BSG et des partenaires techniques et financiers (UE, AFD). <input checked="" type="checkbox"/> Réalisation d'études sur la macro-criticité de l'égalité de genre auxquelles est dédié un chapitre du RBG...
Renforcement continu des capacités des acteurs publics pour soutenir la BSG	Il est impératif de renforcer les compétences des acteurs publics concernés tout en veillant à allouer les ressources indispensables pour garantir une mise en œuvre réussie de la BSG.	<input checked="" type="checkbox"/> Mise en place par le CE-BSG d'un plan d'action au service d'un accompagnement rapproché et continu des départements ministériels
Consolidation de la transparence et de la responsabilité de l'administration par le biais de la BSG	Il est recommandé de publier une déclaration qui décline les effets du budget sur l'égalité de genre et qui accompagne la présentation du projet de budget au Parlement. Cette déclaration facilite la compréhension par les parlementaires de la contribution des budgets dans la concrétisation des objectifs d'égalité de genre.	<input checked="" type="checkbox"/> Elaboration du Rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre accompagnant annuellement le Projet de la Loi de Finances. <input checked="" type="checkbox"/> Elaboration des Projets de Performance (PdP) qui sont discutés lors de l'examen des budgets ministériels. <input checked="" type="checkbox"/> Elaboration des Rapports de Performance et des Audits de performance qui intègrent la dimension genre.

² « Bonnes pratiques de l'OCDE en matière de budgétisation sensible au genre », revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire, volume 2023, numéro 1, février 2023.

³ Un nombre croissant de pays de l'OCDE pratiquent la budgétisation sensible au genre : en 2015, moins de la moitié (44 %) des pays de la zone OCDE avaient recours à la BSG. Cette part a atteint en 2023 un peu plus de 60 % des pays.

Tableau 1 : Alignement de la démarche suivie par le Maroc en matière d'application de la BSG sur les 7 prérequis préconisés par l'OCDE pour un ancrage réussi de la BSG dans les pratiques des départements ministériels

Partant de ces éléments et de l'examen des efforts déployés par les 24 départements ministériels couverts par le RBG en matière d'application d'une programmation budgétaire intégrant la dimension genre, conformément aux dispositions de la LOF de 2015 et aux orientations de la circulaire du Chef de Gouvernement (n°6/2023) relative à l'établissement des propositions de Programmation Budgétaire Triennale au titre de la période 2024-2026 assorties des objectifs et des indicateurs de performance, il en ressort plusieurs constats marquants mis en exergue dans le tableau qui suit :

Etat d'avancement de la mise en œuvre de la démarche de performance sensible au genre par les Départements ministériels conformément aux dispositions de la LOF et aux orientations de la Circulaire du Chef de Gouvernement (n°6/2023)

-Octobre 2023-

Département	Analyse genre sectorielle	Chaînes de résultats sensibles au genre			
		Programmes sensibles au genre	Objectifs sensibles au genre	Nombre d'indicateurs sensibles au genre accompagnant l'objectif	Nombre des sous indicateurs sensibles au genre
Délégation Interministérielle aux Droits de l'Homme (DIDH)	Le Département ne dispose pas encore d'analyse genre	Droits de l'Homme	Accompagner les acteurs publics dans l'exécution des recommandations des instruments onusiens en matière des droits de l'Homme	1	-
Ministère de la Justice (MJ)	le MJ a lancé, en août 2023, un appel d'offre pour la réalisation d'une analyse genre de l'ensemble du secteur. Cette analyse s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère, le CE-BSG, l'ONU Femmes, la Commission Economique et Sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) et de l'Union Européenne (UE).	Soutien et pilotage	Renforcer les compétences et soutenir l'égalité des sexes	2	4
		Modernisation du système judiciaire et juridique	Renforcer la dématérialisation des procédures dans les tribunaux	1	-
		Renforcement des droits et des libertés	Protéger les droits de la femme et de l'enfant	3	-
Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)	Une analyse genre a été réalisée en 2017-2018 dans le cadre d'un partenariat entre la Délégation et le PNUD et a servi à la conception et la mise en place du Plan d'action stratégique de la Délégation au titre de la période 2022-2026	Politique pénitentiaire de réinsertion des détenus	Amélioration des conditions de détention	1	4
			Promotion des programmes de préparation à la réinsertion	4	8
			Renforcement des capacités de l'administration	1	2
			Intégration des aspects genre et de la dimension environnementale	1	-
Ministère des Habous et des Affaires Islamiques (MHAI)	Le Ministère ne dispose pas encore d'une analyse genre sectorielle relative à ses domaines d'action	Encadrement religieux	Amélioration de la situation sanitaire des préposés religieux et leur ayant droit	1	-
Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille (MSISF)	L'élaboration du PGE III, amorcé en décembre 2022, s'est appuyée sur une démarche participative et de concertation impliquant toutes les parties prenantes actives dans les domaines liés à la réduction des inégalités de genre. Ce processus s'est alors enrichi par la prise en compte des enseignements et des recommandations tirées des évaluations des première et deuxième éditions du PGE, en plus	Pilotage et support	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	1	2
		Égalité entre les femmes et les Hommes, Autonomisation et leadership et promotion des droits	Concevoir et piloter la mise en œuvre du plan gouvernemental pour l'égalité	4	-

	des contributions émanant des départements ministériels et institutions publiques impliqués.	Développement social, promotion des droits des personnes en situation de handicap et protection de la famille, de l'enfance et des personnes âgées	Renforcer l'autonomisation économique des femmes et des filles	1	-
			Renforcer la participation des associations, y compris les associations des femmes, à la mise en œuvre des politiques publiques conduites par le Ministère et au ciblage des femmes et des filles	2	4
			Concevoir, coordonner et mettre en œuvre des politiques publiques efficaces dans les domaines de la protection de l'enfance en tenant compte la dimension genre	2	-
			Protéger et promouvoir la famille et les personnes âgées	2	-
			Promouvoir les droits des personnes en situation de handicap en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes	1	-
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	Le MEF est en phase de finalisation de son analyse genre sectorielle dont les travaux d'élaboration ont été initiés depuis l'année 2022 en partenariat avec ONU Femmes. Cette analyse a pour objectifs d'identifier les enjeux liés à l'égalité de genre en relation avec le système fiscal et douanier national et de proposer les leviers d'action en mesure de permettre la consolidation de l'ancrage de la dimension genre dans les pratiques de programmation et de budgétisation des administrations fiscale et douanière relevant du MEF.	Support et Pilotage	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	1	1
			Politiques Economiques et Stratégies des finances Publiques	Intégrer la sensibilité genre dans le processus budgétaire des départements ministériels	1
			Améliorer les analyses relatives à l'environnement et au développement durable	1	-
			Améliorer la gouvernance des Etablissements et Entreprises Publiques (EEP)	1	-
Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Evaluation des Politiques Publiques (MICEPP)	Le MICEPP ne dispose pas encore d'analyse genre relative à ses domaines d'intervention du fait que le Ministère est nouvellement créé en octobre 2021	Support et Pilotage	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétence	1	-
Département chargé de la Réforme de l'Administration (DRA)	Le DRA a lancé, le mois de mai 2023, une nouvelle analyse genre qui ambitionne d'étudier l'impact, sous le prisme genre, de la digitalisation sur l'accès des usagères et usagers aux services publics offerts ainsi que sur l'amélioration du	Réforme de l'administration et amélioration des services publics	Institutionnaliser une fonction publique équitable basée sur un système de compétence	1	-
			Améliorer, élargir et diversifier des services publics rendus	1	1

	mode de travail des fonctionnaires femmes et hommes.		Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences au niveau du ministère	-	2
Département chargé des Affaires Etrangères et de la Coopération Africaine (DAECA)	Le DAECA ne dispose pas encore d'analyse genre relative à ses domaines d'intervention	Action diplomatique et Rayonnement du Maroc	Promouvoir les relations bilatérales et multilatérales, consolider les acquis du Maroc en matière de son intégrité territoriale et promouvoir le modèle marocain et les grandes réformes engagées	-	2
		Support et pilotage	Renforcer et qualifier les ressources humaines	-	2
Département chargé de la Communication (DC)	Le DC avec l'appui de l'UE a élaboré, en 2019, une analyse genre du secteur de la communication et un guide pour lutter contre les stéréotypes sexistes dans les médias. Aussi, le DC prévoit la réalisation d'une nouvelle étude à même d'identifier l'ensemble des manifestations des inégalités entre les femmes et les hommes dans le secteur de la communication ainsi que les leviers d'actions pour y pallier.	Communication, développement des médias et relations publiques	Améliorer l'image de la femme dans les médias et lutter contre les stéréotypes sexistes dans les médias nationaux	1	-
			Développer les compétences du personnel et optimiser l'efficacité de la gestion des ressources humaines	-	2
Haut-Commissariat au Plan (HCP)	Même si le HCP ne dispose pas encore d'analyse genre propre à ses structures, ses métiers et ses champs d'actions, cette structure demeure, toutefois, la source officielle de données utilisées pour cerner les manifestations et les facettes des inégalités de genre dans l'ensemble des secteurs.	Pilotage et soutien	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	2	-
		Formation des cadres dans les domaines de la statistique, de l'économie appliquée et des sciences de l'information	Répondre à la demande croissante dans les domaines de la statistique, de l'économie appliquée et des sciences de l'information	1	4
			Améliorer la qualité des prestations sociales fournies aux étudiants de l'INSEA	1	2
Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	Bien qu'il ne dispose pas d'analyse genre propre à ses métiers et ses champs d'actions, le CESE prend en considération, depuis sa mise en place en 2011, les préoccupations liées à la réduction des inégalités de genre dans le cadre de l'élaboration des rapports, des avis et des auto-saisines afin d'orienter les politiques publiques vers une action pertinente en faveur de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la protection des droits des femmes.	Contribution à l'amélioration des politiques publiques et à la promotion de la démocratie participative	Rehausser la qualité des productions du CESE et renforcer l'applicabilité de ses recommandations	1	-

Département chargé de la Transition Energétique (DTE)	Le Département chargé la Transition Energétique dispose, depuis, 2019 d'une analyse genre réalisée dans le cadre d'un appui du Centre d'Excellence pour la BSG (CE-BSG) en partenariat avec l'AFD.	Support et pilotage	Institutionnaliser une administration publique égalitaire basée sur un système de compétence	2	2
Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville (DHPV)	Le DHPV est en phase de finalisation d'une nouvelle analyse genre lancée en 2022 en partenariat avec le CE-BSG, l'ONU Femmes et l'UE. Cette analyse a pour objectif d'établir un diagnostic détaillé des enjeux liés à la réduction des inégalités de genre dans le secteur de l'habitat au Maroc. Ladite analyse devrait aussi inclure des recommandations à même de mieux cibler les actions à entreprendre pour répondre aux besoins spécifiques et différenciés des populations cibles en termes d'accès au logement et à un meilleur cadre de vie urbaine et ce, dans les limites des prérogatives du DHPV.	Soutien et pilotage	Mise en place d'une fonction publique équitable basée sur le système des compétences	1	-
		Politique de la ville	Renforcer l'accessibilité des projets de mise à niveau urbaine à toutes et à tous	1	-
Département chargé de l'Eau (DE)	Le DE dispose, à ce jour, de deux analyses genre. Il s'agit de l'analyse réalisée pour l'élaboration de la Stratégie de l'Institutionnalisation de l'Intégration de l'Egalité de Genre dans le Secteur de l'Eau (SIIGSE) et celle réalisée, en 2019, en partenariat avec le CE-BSG et appuyée par l'AFD.	Eau	Lutter contre la pollution et participer à réduire les risques liés à l'eau	-	1
Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS)	Le MSPS dispose d'une analyse genre du secteur de la santé a été réalisée entre 2019 et 2020 avec l'appui du CE-BSG et de l'AFD.	Ressources humaines et renforcement des capacités du système de santé	Optimiser la gestion des établissements de santé ainsi que leur dotation en ressources humaines qualifiées et motivées pour une meilleure offre de soins	-	2
			Généraliser la prise en charge des patients à travers l'augmentation de la capacité de formation de base et continue	-	4
			Améliorer les conditions de travail des professionnels de santé en prenant en compte la dimension genre et renforcer les actions sociales	1	-
		Planification, programmation, coordination et soutien des missions du système de santé	Généraliser la protection sociale	-	2

		Santé reproductive, santé de la mère, de l'enfant, du jeune et des populations à besoins spécifiques	Améliorer la santé de la mère et la santé reproductive	2	-
			Assurer l'accès aux prestations sanitaires pour les populations à besoins spécifique notamment les personnes en situation du handicap, les personnes âgées et les femmes et enfants victimes de violences	1	-
		Surveillance épidémiologique, veille et sécurité sanitaires, prévention et contrôle des maladies	Renforcer la prévention et le contrôle des maladies	-	4
		Actions et prestations de soins primaires, pré hospitaliers et hospitaliers	Améliorer l'accès aux soins et la prise en charge hospitalière	1	2
Département chargé de l'Education Nationale (DEN)	L'analyse genre du secteur de l'éducation nationale réalisée, en 2019, dans le cadre d'un appui de l'Expertise France et de l'AFD demeure l'un des principaux référentiels qui a contribué à l'enrichissement de la chaîne de résultats sensibles au genre développée par le Département.	Gouvernance du système et mobilisation des acteurs	Institutionnaliser l'approche genre au niveau du système éducatif	2	-
		Equité et égalité des chances et obligation de scolarité	Accélérer la généralisation du préscolaire pour les enfants de 4 à 5 ans	-	3
			Scolariser l'ensemble des élèves d'une génération jusqu'à la fin de l'école primaire et les conduire à la maîtrise des compétences	-	7
			Scolariser le maximum des élèves au collégial selon des niveaux de compétence attendus	-	7
		Enseignement qualifiant et post-secondaire pour la promotion de l'individu et de la société	Conduire le maximum des jeunes aux niveaux de compétences attendues en fin de formation initiale et à l'obtention des diplômes correspondants	-	15
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)	Le MESRSI ne dispose pas encore d'analyse genre. Ainsi, Les actions entreprises et en perspectives par le MESRSI pour promouvoir l'égalité de genre se réfèrent, exclusivement, aux orientations stratégiques de son plan de transformation	Enseignement supérieur	Répondre à la demande croissante pour l'enseignement supérieur	-	2
			Améliorer le rendement interne du système de l'enseignement supérieur	2	4
Département chargé de la Jeunesse (DJ)	Le DJ a lancé en août 2023, en plus de son analyse genre réalisée en 2019, les travaux de l'élaboration d'une nouvelle analyse genre du secteur de la jeunesse en partenariat avec ONU Femmes.	Pilotage et gouvernance	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	-	2
		Jeunesse, enfance et femmes	Renforcer l'encadrement des jeunes, et des enfants, promouvoir le tissu associatif et l'autonomisation de la	3	10

			femme		
			Renforcer la qualification professionnelle de la femme et de la jeune fille	2	-
			Améliorer les équipements et infrastructures en tenant compte des besoins spécifiques des filles et garçons	1	2
Ministère d'Inclusion Economique de la Petite Entreprise d'Emploi et des Compétences (MIEPEEC)	En plus de l'analyse genre sectorielle réalisée par le MIEPEEC en partenariat avec le CE-BSG et l'AFD, le Ministère s'est lancé, depuis 2022, dans l'opérationnalisation des actions inscrites dans le cadre du protocole d'accord, portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, signé avec l'ONU Femmes et l'OIT. Ces actions concernent, entre autres, l'apport d'appui au MIEPEEC pour la réalisation des analyses et des études traitant les questions liées à l'égalité de genre dans le marché du travail au Maroc.	Pilote et appui	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	-	1
			Appuyer et accompagner les programmes du Ministère et promouvoir le rayonnement du Maroc aux niveaux international et continental	-	3
		Inclusion Économique, emploi et observation du marché du travail	Promouvoir l'inclusion économique et l'emploi pour tous y compris les femmes et les jeunes	-	-
			Promouvoir l'entrepreneuriat et appuyer la création de la très petite entreprise	1	-
			Développer un système intégré d'observation du marché du travail	1	1
		Travail	Développer la législation du travail et promouvoir l'égalité professionnelle et les droits fondamentaux des catégories spécifiques	2	1
Département chargé de l'Agriculture (DA)	En plus de l'analyse genre réalisée par le DA, en 2019, le département a entrepris l'élaboration d'autres analyses genre dans le cadre des partenariats établis avec plusieurs institutions à l'instar de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)...Il est à noter dans ce sens que les résultats de l'évaluation genre du secteur de l'agriculture réalisée en partenariat entre le DA et la FAO ont été présentés en septembre 2023.	Développement des filières de Production	Améliorer le taux d'encadrement des agriculteurs et renforcer l'intégration de genre	1	2
		Enseignement, formation et Recherche	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle agricole	-	2
			Intégrer la dimension genre dans les programmes de développement agricole	1	2
		Support et services polyvalents	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de	1	-

Département chargé de la Pêche Maritime (DPM)	Le DPM dispose de plusieurs analyses genre de son secteur d'activité réalisées en partenariat avec plusieurs institutions nationale et internationale, à l'instar, du CE-BSG appuyée par l'AFD, d'ONU Femmes et du FAO ⁴ .	Qualification, promotion socioprofessionnelle et sécurité des gens de mer	compétences			
			Mettre à la disposition du secteur de la pêche un personnel qualifié en tenant compte de l'approche genre	3	4	
		Piloteage et gouvernance	Promouvoir les actions socioéconomiques en faveur des professionnels du secteur en tenant compte de l'approche genre	2	4	
			Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	1	2	
Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)	Le MIC dispose d'une analyse genre sectorielle réalisée, en 2019, dans le cadre du programme d'appui de l'UE pour la mise en œuvre du PGE II.	Support et pilotage	Institutionnaliser une administration publique équitable basée sur un système de compétences	1	1	
			Développement industriel	Assurer la création de 400.000 emplois en tenant compte de l'aspect genre	-	1
			Développement du commerce et de la qualité	Assurer l'accompagnement à la digitalisation du secteur du commerce et de la distribution en tenant compte de l'aspect genre	-	1
Département chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire (DAES)	Le DAES ne dispose pas encore d'une analyse genre dans ses secteurs d'activité	Artisanat	Améliorer les moyens de production et promouvoir la qualité	-	3	
			Former et renforcer les capacités des acteurs du secteur	-	3	
		Economie Sociale	Renforcer et harmoniser une économie sociale et solidaire performante	-	1	

⁴ En plus de l'analyse genre du secteur de la pêche réalisée, en 2019, le DPM a entrepris, en 2021, un projet portant sur l'évaluation de l'intégration d'une approche sensible au genre dans le secteur de la pêche artisanale et ce, dans le cadre de l'accord de coopération technique entre le DPM et la FAO avec l'implication de la Confédération Nationale de la Pêche Artisanale au Maroc (CNPAM). De plus, une étude analytique portant sur la situation socio-économique des femmes pêcheurs a été réalisée dans le cadre du projet relatif à « l'appui des femmes pêcheurs à pieds pour un accès durable aux ressources halieutiques dans les zones les plus vulnérables du Maroc (mars 2021-mars 2022) », en partenariat avec ONU Femmes et bénéficiant d'un soutien financier du Gouvernement du Japon